agenzia fides
Fondata nel 1927
Organo di informazione delle Pontificie Opere Missionarie
http://www.fides.org

# ASIE/PAKISTAN – Selon la Commission Justice et Paix, « le gouvernement et la police sont responsables de la violence à l'encontre les chrétiens »

Lahore (Agence Fides) – « Le gouvernement et la police sont responsables de la violence à l'encontre des chrétiens » : c'est ce qu'affirme, dans une déclaration virulente, la Commission Justice et Paix des Evêques pakistanais, intervenant après la grave attaque perpétrée contre la Joseph Colony de Lahore et dans le cadre de laquelle 178 maisons de chrétiens ont été incendiées. Dans un communiqué envoyé à l'Agence Fides, la Commission exhorte le gouvernement du Pendjab « à adopter des mesures à long terme afin de contrôler les abus de la loi sur le blasphème ».
Le Père Emmanuel Yousaf, Directeur de la Commission, et Peter Jacob, Directeur exécutif, indiquent que « la police et l'administration (sont) les principaux responsables de la situation qui a permis une tragédie au cœur de la ville ». Le gouvernement provincial est responsable – selon les affirmations – dans la mesure où « il a ignoré la situation des minorités et l'intolérance religieuse croissante fomentée par des groupes extrémistes ». En outre, « il n'a pas prêté attention aux recommandations formulées par l'enquête judiciaire conduite après les faits de Gojra en 2009, lorsque six chrétiens furent brûlés vifs et que 140 maisons de fidèles furent incendiées ». Si les gouvernements provinciaux et fédéraux « avaient introduit des garanties juridiques et des réformes administratives, la tragédie de samedi aurait pu être évitée » poursuit le texte. Le communiqué invoque « une enquête impartiale et crédible », « la punition des coupables » et « un dédommagement équitable pour les quelques 200 familles concernées ».
La Commission note en outre « l'enregistrement d'un faux cas de blasphème au détriment du chrétien Sawan Masih ». Elle demande par conséquent que la plainte pour blasphème déposée contre l'innocent soit immédiatement révoquée et que le jeune soit remis en liberté. Les abus de recours à la loi sur le blasphème sont répandus au Pendjab, représentant près de 80% des cas signalés dans la province. Le communiqué invite le gouvernement du Pendjab « à relever le défi d'une réforme juridique et administrative afin d'éviter les abus dans les cas de blasphème ». (PA) (Agence Fides 11/03/2013)

I contenuti del sito sono pubblicati sotto Licenza Creative Common - http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/deed.it